Hérault : le retour des fêtes (p. 6)

COMMUNISTES

22 et 29 septembre

Développer les mobilisations sociales

Vidéo

Fabien Roussel invité de la matinale de RMC BFMTV mardi 20 septembre

Stress

Le réseau Canopé, du ministère de l'Éducation, propose une vidéo pour gérer le stress de la rentrée. Quatre techniques NVNC (ni vu ni connu) sont préconisées. « Avoir les deux pieds au contact de la terre et du sol. » Bien. « Caler son dos sur le dossier. » OK. « Prendre le temps d'expirer. » D'accord. Répéter un geste familier comme « poser sa main sur sa cuisse » pour « retrouver un état émotionnel stable ». Comme l'écrit *le Canard Enchaîné* qui fait état de l'expérience : on se sent déjà mieux, non ? ✪

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION 2022 (cliquez)

Je verse :.....€

"Donner les moyens au PCF d'intervenir"

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

SUREFFECTIFS, MANQUE DE PROFS : UNE RENTRÉE SOUS LE SIGNE DE LA COLÈRE RÉPRIMÉE…

Cliquez pour partager le dessin

LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

Pour faire connaître vos initiatives, faites le savoir par mail à Léna Mons < lmons@pcf.fr >

21 septembre : Journée internationale de la paix
24 septembre: rentrée de la section de l'agglomération moulinoise avec Yannick Monnet, débats, repas, concours ; 0671501543
28 septembre, à partir de 19 h : Conférence de l'Université populaire de l'Aube : « *Sortir du capitalisme, actualité et urgence du communisme* », avec Bernard Vasseur. Espace G. Monmousseau, Romilly-sur-Seine (10)

29 septembre : Journée nationale d'action intersyndicale pour les salaires, l'emploi et les retraites

30 septembre & 1er octobre : Fête offensive du PCF 13, avec des débats, des expositions et des concerts. Pass 2 jours à 14 €. Au Parc de Fabregoules, Septèmes-les-Vallons (13)
1er octobre, à partir de 9h30 : Assemblée générale des communistes vosgiens, suivie d'un banquet fraternel (participation 20 €, inscriptions auprès de Sandra Blaise sandrablaise88110@gmail.com). Ancienne école de la Trouche, Raon l'Etape (88)
1er & 2 octobre : Fête fédérale des Hautes-Pyrénées, plus d'informations à venir.
1er & 2 octobre : 3e salon du livre et 7e Fête de l'Humanité Sologne, organisés par les Amis de l'Humanité Sologne Romorantin. Villefranche-sur-Cher (41)
14 octobre, à partir de 18 h : Conférence-débat « *Quel sens donner au travail ?* », avec la participation de Valère Staraselski, de Frédérique Debout et d'un·e représentant·e du PCF. Maison creilloise des associations, Creil (60)
15 octobre, à partir de 15 h : Fête de la Fraternité : échange sur le thème « Les Jours heureux de la jeunesse », suivi d'une soirée couscous (participation de 15 €) et d'un concert de Lhomé. Réservation et informations : sectionchatel@orange.fr ou 0671039265. Salle de la Gornière, Châtellerault (86)
22 & 23 octobre : Fête de l'Humanité Bretagne : débats, expositions, concerts, avec notamment Gauvain Sers et les Wampas… Pass 2 jours 18 € (22 € sur place), gratuit pour les – de 18 ans. Parc des Expositions de Lorient Agglomération (56)

Succès des journées du patrimoine (samedi et dimanche) avec 7 000 visites au siège du PCF les 17-18 septembre derniers.

Résolution du Conseil national

Construire un renouveau du communisme français

Réunis en conseil national, les communistes appellent en premier lieu à faire du mercredi 21 septembre une grande journée de mobilisation pour la paix et la fin des conflits armés partout dans le monde. Nous appelons à la mobilisation contre la guerre en Ukraine, décidée et déclenchée par le pouvoir russe, afin d'y mettre un terme et de conjurer les risques qui l'accompagnent. L'Otan, renforcée par l'escalade guerrière en cours, légitime des logiques dangereuses de confrontation, de remilitarisation de l'Europe et d'augmentation des dépenses d'armement.

Nous appelons la France à agir pour une solution diplomatique, seule solution pour mettre un terme aux souffrances humaines qu'elle engendre et écarter le risque d'utilisation d'armes de destruction massive et d'armes nucléaires et celui d'une extension du conflit qui pourrait déboucher sur une nouvelle guerre mondiale. Cela passe par une conférence européenne pour la paix et la sécurité collective avec l'ensemble des États.

Après un été marqué par l'inflation grandissante alors que le CAC 40 tutoie des records ainsi que par les conséquences du dérèglement climatique, la rentrée se fait sous la menace de la récession et la montée des problèmes énergétiques. En cette rentrée, des millions de nos concitoyennes et concitoyens affrontent d'immenses difficultés face à la hausse des prix et la casse par le pouvoir des services publics d'éducation et de santé.

Ces événements révèlent la profondeur des crises en cours qui ont toutes en commun d'être nourries par le capital et qui s'alimentent mutuellement. Pour conjurer la crise capitaliste et relever les défis de ce siècle, l'heure est à construire un renouveau du communisme français.

La politique du pouvoir et de l'union des droites, faite de gros cadeaux aux profits, de petits chèques aux milieux populaires et de nouvelles régressions sociales, ne permet pas de répondre à l'exigence d'une vie digne pour chacune et chacun et aux défis économiques, sociaux et énergétiques. Réforme de l'assurance chômage, réforme des retraites, budgets d'austérité pour la Sécurité sociale et l'État, restrictions énergétiques… c'est un programme de classe, un programme de combat pour faire payer la crise au peuple qu'annonce Emmanuel Macron en cette rentrée. La situation est d'autant plus grave que le Rassemblement national, à l'influence décuplée à l'Assemblée nationale, cherche à exploiter la première occasion offerte par la crise de régime pour développer sa politique raciste et xénophobe.

Relever les défis du travail et de l'énergie

Le chômage touche aujourd'hui près de 6 millions de nos concitoyens et la précarité se renforce avec plus de 100 000 personnes supplémentaires qui ont eu recours à l'aide alimentaire depuis le début de l'année. Des centaines de milliers de salariés démissionnent tandis que de fortes pénuries d'emplois se font jour dans de nombreux domaines.

Face à la crise du marché du travail capitaliste et aux exigences sociales et écologiques, le PCF lance une grande campagne pour faire du travail, de l'emploi, de la formation et de l'intervention des salarié·e·s un enjeu central du débat politique, mettre en échec les réformes programmées, notamment celles de l'assurance chômage et des retraites, obtenir des avancées immédiates telles la hausse des salaires, des indemnités chômage et l'amélioration des conditions de travail, des embauches, et faire grandir l'exigence d'une sécurisation de l'emploi et de la formation pour garantir à chacun·e le droit à un emploi ou une formation dans une sécurité de revenus.

Le PCF appelle également toutes les forces vives du pays à mener ensemble une grande campagne unitaire contre le projet gouvernemental de recul de l'âge de départ en retraite et à construire un contre-projet pour une réforme des retraites digne du XXIe siècle.

Commissions du 39e congrès du PCF mises en place par le CN

Commission du texte			
Co-présidence : Marie-Jeanne Gobert et Christian Picquet			
Amar	Bellal	Caroline	Besse
Frédéric	Boccara	Marie-Christine	Burricand
Vincent	Boulet	Thalia	Denape
Julien	Brugerolles	Marie-Jeanne	Gobert
Denis	Durand	Céline	Malaisé
Florian	Gulli	Maryse	Montangon
Frédéric	Mellier	Marine	Roussillon
Yannick	Nadesan	Nathalie	Simonnet
Ozer	Oztorun	Julie	Tejerizo
Christian	Picquet	Muriel	Ternant
Guillaume	Roubaud Quashie	Hulliya	Turan
Pascal	Torre	Shirley	Wirden

Commission des statuts			
Co-présidence : Jérémie Giono et Véronique Mahé			
Julien	Chouet	Charlotte	Balavoine
Taylan	Coskun	Lydie	Benoist
Amadou	Démé	Hélène	Bidard
Jean-Marc	Durand	Clara	Gimenez
Jérémie	Giono	Mayi	Gonzalez
Robert	Injey	Stéphanie	Gwizdack
Pierre	Laurent	Karine	Jarry
Hervé	Poly	Camille	Lainé
Gilles	Ravache	Véronique	Mahe
Aymeric	Seassau	Corinne	Matignon
Pierre	Spano	Béatrice	Patrie

Commission de transparence des débats			
Co-présidence : Evelyne Ternant et Robin Salecroix			
Pierric	Annoot	Emilie	Lecroq
Raphaël	Debu	Fabienne	Lefebvre
Robin	Salecroix	Evelyne	Ternant
Igor	Zamichiei	Karine	Trottein

En outre, à quelques mois de l'hiver, beaucoup de nos concitoyen·ne·s ont cette même question en tête : vais-je pouvoir payer mes factures d'énergie, ne pas souffrir du froid ou devoir choisir entre me nourrir correctement, me déplacer ou me chauffer ?

Face à l'inquiétude populaire devant la hausse des prix de l'énergie et pour relever le défi énergétique, après l'appel de Fabien Roussel à une résistance républicaine des collectivités et celui de maires communistes et de gauche, **le PCF appelle à faire grandir la mobilisation avec les salariés, les élus, les collectivités** et la population pour une maîtrise publique de l'énergie, des formations et des embauches massives, pour sortir le gaz et l'électricité du marché européen comme l'Espagne et le Portugal et fixer les prix en fonction de la réalité des coûts de production par EDF et Engie qui doivent devenir des établissements publics sous maîtrise sociale et collective. En effet, il est nécessaire, tant pour les collectivités que pour les entreprises et nos concitoyen·ne·s, que le prix de l'énergie baisse.

C'est fort de cette ambition et de ces propositions que **Fabien Roussel engage avec les communistes un tour de France des régions pour poursuivre le dialogue initié en grand avec les Français·es lors de l'élection présidentielle, des élections législatives et des luttes récentes.**

Développer les mobilisations sociales

C'est fort de cette ambition et de ces propositions que **les communistes appellent les Français.es et les forces vives du pays, forces de gauche et écologistes de la Nupes et au-delà, forces syndicales et associatives à contribuer en priorité à la réussite de la journée du 22 septembre pour la santé publique et de la journée interprofessionnelle du 29 septembre pour l'emploi et les salaires.**

La mobilisation unitaire des salarié·e·s, de leurs organisations syndicales, sur leurs lieux de travail, par la grève et toute forme d'actions, est un élément central du combat pour les salaires, l'emploi, la défense des retraites contre la domination capitaliste. Dans toutes les mobilisations à venir, le travail en commun et le respect des organisations syndicales est un gage d'élargissement et de succès.

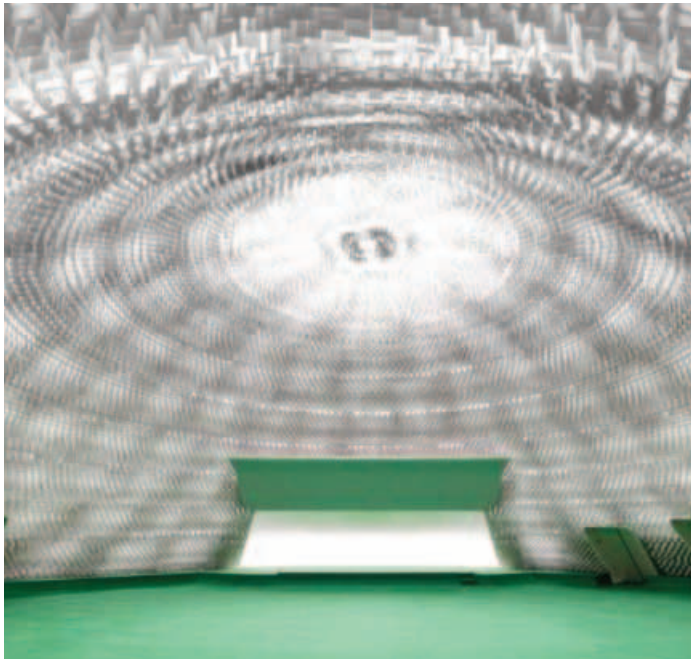
Notre objectif est de réussir ces journées et aussi les mobilisations qui vont suivre, dont la marche nationale annoncée par plusieurs organisations, en travaillant à co-construire avec les organisations syndicales.

C'est en ce sens que **nous appelons toutes les organisations d'ores et déjà parties prenantes de l'initiative du 16 octobre à créer les conditions avec nous d'un élargissement du rassemblement en perspective de la réunion unitaire du 4 octobre prochain.** Ce travail unitaire exigeant est pour les communistes une nécessité pour décider de la participation de notre parti à la marche proposée.

Le PCF contribuera dans la durée à développer les mobilisations sociales les plus larges pour mettre en échec la politique de Macron et des droites, obtenir des avancées immédiates pour le peuple, les salarié·e·s et faire grandir l'exigence de changements radicaux, sociaux, écologiques et démocratiques, pour dépasser les logiques capitalistes. Il appelle notamment à participer aux mobilisations féministes du 28 septembre pour l'IVG et du 25 novembre contre les violences sexistes et sexuelles.

Enfin, le Conseil national du PCF lance ce jour la préparation du 39e Congrès de notre parti qui se tiendra les 7,8 et 9 avril 2023 et envisage de le réunir à Marseille si les bonnes conditions matérielles d'organisation le permettent. ✪

Le Conseil national du PCF
Paris, le 18 septembre 2022



Infos congrès

Le site Internet du congrès vous permet d'ores et déjà de contribuer au 39e congrès :
https://congres2023.pcf.fr

Dans son rapport, Fabien Roussel appelle notamment à faire le bilan de la séquence électorale et pointe trois enjeux pour le Congrès : agir pour "le renouveau du communisme français pour relever les défis de la période" ; travailler aux initiatives politiques à développer pour "construire un mouvement populaire majoritaire" ; et "la question du fonctionnement et du renforcement de notre parti", qui est notre outil commun pour mener ces initiatives. Il appelle également dans son rapport à "évaluer collectivement nos statuts, plus généralement nos modes de fonctionnement à tous les niveaux, pour déterminer les évolutions nécessaires au déploiement et au renforcement de notre parti." ✪

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse : ..... €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL ..... Ville .....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Tribune au «Monde» de Fabien Roussel

« J'assume défendre le parti du travail »

En déclarant préférer le travail au chômage, je n'imaginais pas provoquer pareille polémique. Que n'avais-je dit ? Certains ont pris leurs plus beaux airs indignés et y ont vu une saillie inspirée des pires discours de la droite réactionnaire. D'autres sont allés jusqu'à s'élever contre un racisme à peine larvé. Quel délire !

Quand on parle des autres, on parle d'abord de soi. En s'indignant ainsi, que disent-ils d'eux-mêmes ? Qu'ils ont démissionné. Qu'ils ont renoncé à la grande ambition qui devrait rassembler la gauche : celle d'éradiquer le chômage. Si l'esclavagisme revenait demain, ils négocieraient avec le Medef le poids des chaînes. Pas moi. Car le chômage tue, il bousille des vies. Il fait basculer des familles entières dans la pauvreté. Il instille partout le venin de la division entre ceux qui ont un emploi et ceux qui en sont privés. De là où je vous parle, dans ce Nord ouvrier depuis si longtemps fier de ses usines et du savoir-faire de ses travailleurs, on sait la dureté du travail et le coût du chômage. On sait intuitivement que le chômage est « l'armée de réserve » du capital, comme le disait si bien Marx.

Remettre en cause la logique libérale du chômage

C'est la menace du chômage qui permet au Medef et aux libéraux d'imposer les bas salaires, les horaires élargis sans supplément de rémunération, le quotidien infernal d'une vie sans pause et sans plaisirs. Et nous devrions accepter le chômage de masse et nous contenter de garantir un revenu d'existence ? Il est temps, au contraire, de remettre en cause les logiques libérales qui ont toujours entretenu le chômage plutôt que de l'éradiquer, qui ont préféré l'accompagner plutôt que d'empêcher le déménagement de pans entiers de notre industrie.

Ouvrons les yeux. L'industrie représentait 24 % de notre PIB en 1980 et seulement 10 % en 2019. Notre flotte de pêche est passée de 11 500 bateaux en 1983, à 4 500 aujourd'hui. Quant à la saignée paysanne, elle nous a fait passer de 1 263 000 exploitations agricoles en 1979, à 429 000 en 2017. Résultat : 5 millions de privés d'emplois, 2 millions de bénéficiaires du RSA, 4,5 millions de primes d'activité versées par la CAF. Et 10 millions de Français sous le seuil de pauvreté. Beau succès !

Alors j'assume. Je me bats pour une société qui se fixe comme horizon de garantir un emploi, une formation, un salaire à chacun de ses concitoyens. Et je m'inscris en faux contre ceux qui théorisent la « fin du travail ». Ce discours passe totalement à côté des réalités qui se font jour. Ayons de l'ambition pour notre pays ! Tant de besoins mériteraient d'être satisfaits ! De quoi permettre à chacun de trouver sa place dans la société et de retrouver sa dignité par le travail.

Redonner du sens au travail

Regardez ces classes sans professeurs, ces trains qui ne circulent pas faute de conducteurs, ces services d'urgences fermés faute de personnels. Qui peut croire que nous relèverons le service public sans fonctionnaires en plus ? Qui peut imaginer que nous conduirons la transition écologique sans créer d'emplois ? Qui peut penser que nous pourrons reconquérir notre souveraineté énergétique, industrielle, alimentaire sans millions d'emplois supplémentaires ni formations massives ?

Bien sûr, à titre transitoire, les salariés ont besoin de protections, d'accompagnement ; et je serai à leurs côtés pour dénoncer toutes les attaques du gouvernement contre eux, avec cette réforme de l'assurance-chômage ou encore le projet de travail obligatoire en échange du RSA.

Mais quel beau défi pour un pays, pour la gauche, que de travailler à une société qui garantit à chacun d'avoir un emploi, une formation et un salaire tout au long de sa vie professionnelle ! Un projet révolutionnaire qui va de pair avec l'amélioration des conditions de travail, la hausse des salaires, la réduction du temps de travail et le rétablissement de la retraite à 60 ans, et vise à sécuriser tous les âges de la vie. Redonnons du sens au travail en l'émancipant de la puissance aveugle du marché et en se posant partout la question : comment produire et répondre à nos besoins, en respectant autant les êtres humains que la planète ? C'est l'ambition qui m'anime. Ni plus ni moins. ✪

Fabien Roussel
Secrétaire national du PCF

Le retour des fêtes de rentrée dans l'Hérault

Après deux années d'interruption à cause des conditions sanitaires, les communistes de l'Hérault renouent avec leurs traditionnelles fêtes de rentrée. Mieux, ils en créent de nouvelles. Ainsi, si la fête de la Plantade du 4 septembre dernier, organisée par les sections du Biterrois, en était à sa 39e édition, les fêtes d'Aniane et Pézenas des 18 et 25 septembre sont des nouvelles venues dans le paysage politique.

À Aniane, au cœur du département, à une quarantaine de kilomètres de Montpellier, ville et canton autrefois communistes, la fête témoigne du redressement du Parti engagé lors de l'élection présidentielle. C'est d'ailleurs le Comité des jours heureux, toujours en activité, qui organise l'événement.

Si à l'heure où sont écrites ces lignes la fête n'a pas encore eu lieu, nul doute qu'elle s'annonce déjà comme un beau succès si l'on s'en réfère aux nombreuses réservations. Il faut dire que le communisme devient un besoin urgent et ce ne sont pas la centaine de participants au débat de la fête de la Plantade à Béziers qui étaient venus dire le contraire.

Dans un département comme l'Hérault, plus particulièrement dans les zones éloignées ou périphériques de la métropole de Montpellier, les questions du travail, du chômage, des services publics, des déplacements, de l'accès aux soins, des difficultés de *viure al país* (*) sont posées par une population qui a (re)découvert en 2022, avec Fabien Roussel, les propositions du PCF.

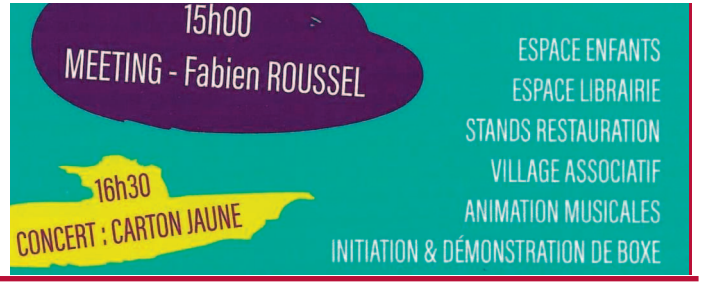
Réindustrialisation, avenir de l'agriculture et particulièrement de la viticulture à l'heure de la sécheresse, lutte contre la désertification médicale, place de la culture, difficultés d'usage de la voiture à l'heure de la ZFE et des hausses des coûts de l'énergie… Les enjeux sont importants et les pistes que vont lancer les communistes à l'occasion de la fête feront sans nul doute l'objet d'un travail de fond pour convaincre, persuader, mobiliser, renforcer l'organisation dans les semaines et les mois qui suivent.

En ayant au cœur de faire vivre le débat à gauche et surtout dans la population, les communistes de l'Hérault peuvent s'appuyer sur une dynamique militante qui ne s'est pas estompée depuis le printemps dernier. ✪

Nicolas Cossange
membre du CN secrétaire départemental

---

* *Viure al país* : En Occitan, Vivre au pays, du nom du grand mouvement occitaniste, politique, social et culturel en Languedoc à la fin des années 1970. Les communistes y prirent part de manière significative, sous l'impulsion notamment de Maurice Verdier, secrétaire fédéral du PCF dans l'Hérault de l'époque.



Députés et sénateurs communistes réunis pour deux jours de travail dans l'Allier

C'est à Moulins-Yzeure, dans l'Allier, dans la circonscription de Yannick Monnet et son suppléant Jean-Paul Dufrègne, que se sont déroulées les 15 et 16 septembre les Journées parlementaires des député·e·s et sénateurs·trices communistes et républicains.

Deux jours intenses au cours desquels près de 90 participants (députés, sénateurs et leurs collaborateurs) ont pu échanger, débattre autour de sujets aussi essentiels que la nouvelle configuration politique, les difficultés budgétaires des collectivités territoriales face aux crises, la fabrique de la loi pour les outre-mer, l'agenda des principaux textes législatifs à venir, le renforcement des liens de travail entre députés et sénateurs communistes, etc.

Comme l'ont souligné André Chassaigne et Éliane Assassi (présidents des groupes à l'Assemblée et au Sénat), le nouveau rapport de force politique est une réelle opportunité que les parlementaires communistes sont décidés à saisir pour peser et réorienter les politiques gouvernementales, « *en restant fidèles à ce que nous sommes : des législateurs sérieux et reconnus comme tels, qui peaufinent leurs textes en lien étroit avec les acteurs concernés, car nous ne supportons pas les approximations ni les effets d'annonce sans lendemain* ».

C'est porteurs de cette démarche qu'ils s'intègrent dans le travail au sein de la Nupes à l'Assemblée. L'enjeu n'étant pas tant d'être « *les meilleurs opposants* » que les « *meilleurs proposants* », a fortiori face à 90 députés RN qui tentent de normaliser leur présence à l'Assemblée et de se présenter comme une opposition « respectable ».

À l'agenda des semaines à venir, des textes fondamentalement dangereux : la réforme de l'assurance chômage, la réforme des retraites qui pourrait s'intégrer dans le PLFSS, la réforme Darmanin sur la Sécurité… , sans oublier les projets de loi de Finances au service de ces politiques funestes.

Sur l'ensemble de ces sujets, les parlementaires communistes et républicains sont déterminés à déjouer toutes les ruses du Président de la République qui cherche à contourner le Parlement : « *Il devra nous affronter, affronter nos critiques et se confronter à nos propositions au risque d'être contraint de les accepter.* » Et les députés ultramarins (présents en nombre à ces Journées parlementaires) feront entendre, avec le groupe GDR, les urgences et les exigences de profond changement qui s'expriment outre-mer.

Outre le travail en salle, députés et sénateurs ont également eu l'occasion de se déplacer sur le terrain, visitant les Thermes de Bourbon l'Archambault, le Centre national du costume de scène à Moulins ou un domaine viticole à Saint-Pourçain-sur-Sioule. À l'issue d'une rencontre avec les Jeunes Agriculteurs de l'Allier, ils ont également pu découvrir la qualité des productions agricoles et alimentaires locales.

Pour Yannick Monnet, député de la circonscription, « *ces Journées parlementaires illustrent la richesse des analyses et des propositions portées par nos deux groupes à l'Assemblée et au Sénat, ainsi que le sérieux d'une démarche politique ancrée dans la réalité de ce que vivent les gens* ».

Des propos corroborés par la convivialité, l'enthousiasme et la fraternité dans les échanges qui ont marqué ces deux journées de travail dans l'Allier. ✪

François Diot
collaborateur parlementaire de
Yannick Monnet

Les jeunes veulent un travail digne et émancipateur

À la Fête de l'Humanité, Fabien Roussel déclarait : « La gauche doit défendre le travail et ne pas être la gauche des allocations et minima sociaux et revenus de substitution. »

La citation, reprise de manière tronquée par les médias d'information instantanée, a suscité une avalanche de réactions fortes chez nos partenaires de gauche. Ceux-ci n'ont pas hésité à faire mentir les faits en attaquant l'opposition entre « France des allocs » et « France du travail » soi-disant porté par le secrétaire national du Parti communiste français.

Le Mouvement jeunes communistes de France dénonce fermement cette falsification. La confiance en la capacité de la politique à transformer la société n'a jamais été aussi faible. Ces attaques sèment le trouble autour de positions du mouvement communiste pourtant on ne peut plus claires. Elles ne servent que les intérêts politiciens de quelques-uns.

Le Mouvement jeunes communistes de France appelle la jeunesse à se saisir de la question du travail qui la touche de plein fouet.

Les moins de vingt-cinq ans sont, depuis les crises du capitalisme des années 1970, la cible d'un patronat qui tente coûte que coûte de conserver son profit en sacrifiant leurs besoins matériels et leurs aspirations à une vie émancipatrice. Les formes de travail dissimulé au sein des formations par les stages, la démultiplication de statuts d'insertion en lien avec les entreprises privées, la création de statuts de volontaire dans les associations et les services publics et plus largement le développement d'un panel d'emplois précaires à destination des étudiants et des primo-entrants dans la vie active sont autant d'indices de cet état de fait.

La jeunesse refuse sa lente dépossession des droits associés au salariat et à l'emploi. En témoigne sa mobilisation contre la proposition de création d'un Smig jeune en 1994 ou la loi « Contrat première embauche » (CPE) en 2005. Pourtant, certains de nos partenaires de gauche se laissent encore berner par le faux problème d'une jeunesse incapable de « s'insérer » dans le monde du travail et abonde pour la création d'un contrat de 5 ans « spécial jeune » financé par l'État (proposition de la Nupes aux élections législatives, les communistes y étaient opposés).

Aujourd'hui, de nombreux jeunes ne sont pas rémunérés à la hauteur de leur travail. Les aides sociales restent leurs uniques recours pour répondre à leurs besoins. Le Mouvement jeunes communistes de France s'est toujours opposé fermement à leur réduction, en s'engageant notamment pour la préservation de l'aide au logement. Il appelle également à la

création de nouveaux droits en soutenant la proposition d'ouverture du RSA aux moins de vingt-cinq ans.

Cela n'est pas suffisant. L'année 2022 sera celle d'un profit record pour les entreprises du CAC 40. Leurs dirigeants seront rémunérés 8,40 millions d'euros en moyenne, soit 453 Smic. Cette richesse est pourtant produite par les travailleurs et notamment la jeunesse. Elle doit permettre la création d'emplois dignes, l'accès à des formations choisies, l'ouverture de nouveaux droits.

Nous ne voulons pas d'un État qui pallie les échecs du capitalisme. Nous voulons mobiliser les richesses produites par le travail au service de tous. Chaque jeune doit se voir proposer un emploi utile qui corresponde à ses aspirations et aux besoins de la société. Chaque jeune en emploi doit pouvoir vivre de son travail.

Le MJCF revendique un droit au travail digne, donc qui rémunère correctement, et émancipateur, donc que nous avons choisi.

Le MJCF appelle la jeunesse à rejoindre partout en France l'appel à mobilisation des syndicats du 29 septembre. Nous marcherons pour les salaires, les pensions, les bourses et les minima sociaux. ✪

Salomé Bouché

COMMUNISTES
2, place du Colonel-Fabien - Paris 19e
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur), Gérald Briant, Yann Henzel, Amado Lebaube, Méline Le Gourriérec, Léna Mons, Rachel Ramadour. **RÉDACTION :** Gérard Streiff
Mèl : **communistes@pcf.fr**
RELECTURE : Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)
Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

Face à la montée de l'extrême droite, l'heure de vérité pour la gauche

Les élections du 11 septembre en Suède et les résultats probables des élections italiennes le 25 septembre prochain montrent, s'il en était encore besoin, qu'il est minuit moins une en Europe. Ceux qui portent le nom orwellien de « Démocrates de Suède », anciennement dénommés « Parti du Reich du Nord », non seulement arrivent en deuxième position, avec 20,5 % des voix, mais encore sont en mesure de dicter au nouveau gouvernement libéral-conservateur minoritaire ses principales orientations. L'Italie, n'est pas en reste avec les « Fratelli d'Italia », dont la cheffe Giorgia Meloni vient de rendre hommage à Giorgio Almirante, inspirateur des lois antisémites de 1938. Ils se présentent comme l'aile marchante de la coalition de droite qui est mesure de l'emporter. Cela rejoint la situation dans d'autres pays européens : Espagne, partie flamande de la Belgique, dans une moindre mesure le Portugal, où l'extrême droite est en position ascendante. Bien sûr, les médiations politiques qui assurent à l'extrême droite la possibilité de se placer au cœur de la vie politique diffèrent d'un contexte national à l'autre. Mais des points communs structurels, qui sont ceux de la crise européenne, se dessinent.

En premier lieu, preuve est faite qu'il ne faut ni sous-estimer, ni amoindrir le projet politique nauséabond ni sa force de frappe dans les sociétés européennes secouées par des crises multiples. Nous avons affaire à des partis racistes, xénophobes et antidémocratiques dont les racines historiques plongent dans les fascismes européens et plus globalement dans ce que Zeev Sternhell désignaient sous le terme d'« Anti-Lumières ». Les caractériser avec le terme de « populiste » ne rend pas compte de la réalité de leur objectif, qui implique à la fois refondation des sociétés sur des bases racistes, en exacerbant les paniques identitaires et les peurs, et écrasement de tout projet d'émancipation. Giorgia Meloni s'enorgueillit ainsi de mettre en avant le tryptique « Dieu, famille, patrie ». Et les Démocrates de Suède, qui défendent la « Suède aux Suédois », ont un projet proche de celui du RN français de « priorité nationale ». Ils accusent les immigrés de tous les maux du pays, dans un pays champion d'Europe des règlements de compte armés, même si la criminalité est globalement moindre aujourd'hui que dans les années 80-90. En outre, l'extrême droite est candidate au pouvoir et se met dans les dispositions de le conquérir et de l'exercer. L'extrême droite suédoise a de ce point de vue tiré les leçons de l'échec de sa consœur danoise, naguère puissante, qui est désormais en perte de vitesse faute, entre autres, d'avoir su se dépêtrer avec la question du pouvoir. Elle s'inspire davantage du « Parti des Finlandais » qui a déjà participé ou soutenu des gouvernements de droite.

La Suède, comme l'Italie, sont structurellement marquée par une crise de régime aiguë et prolongée, même si sa traduction politique diffère. Nicos Poulantzas avait pointé l'importance de l'absence de projet politique cohérent lié à une formation de classe ou à des institutions stables comme terreau du fascisme. Le gouvernement de Draghi n'est soudé par aucun projet commun à part l'utilisation des fonds européens. L'instabilité politique de la Suède depuis la crise de 2008 s'est renforcée lors de la dernière période en forçant les sociaux-démocrates à gouverner avec une partie de la droite, ce qui a accéléré la dérive de la direction de la social-démocratie suédoise vers le centre et a fait de la Suède le pays de l'OCDE où les inégalités ont le plus augmenté en trente ans, et où la crise du logement et du secteur de la santé sont extrêmement douloureuses. À cela il faut ajouter ces derniers temps la crise de l'énergie. La Suède, du fait de l'absurdité néolibérale du marché européen de l'énergie, est contrainte d'exporter de l'énergie pour atteindre l'équilibre des prix. Cela a conduit à l'explosion des tarifs de l'énergie, en particulier dans le sud du pays, où l'extrême droite est bien implantée.

Dans ce contexte, les recompositions internes au bloc bourgeois s'accélèrent. En Italie, la « coalition de centre-droit » (autre appellation orwellienne) sous la direction de l'extrême droite est l'aboutissement d'un processus commencé par Berlusconi dans les années 1990 sur le tas de fumier laissé par la démocratie-chrétienne corrompue et pourrissante. En Suède, les directions politiques de la bourgeoisie ont opéré deux ruptures majeures : celle d'en finir avec deux cents ans de neutralité en saisissant la guerre en Ukraine et la vacuité et faiblesse politiques des sociaux-démocrates comme des opportunités pour faire adhérer le pays à l'OTAN ; et celle d'opérer un mouvement en direction de l'extrême droite. C'est ainsi que la présidente du parti du Centre, Annie Lööf, a déclaré que toute politique de gauche et toute alliance avec la gauche était impossible, accommodant ainsi à la sauce suédoise « plutôt Hitler que le Front populaire ». Et que dire d'Anders Borg, du parti dit des « Modérés » et ancien ministre des Finances, qui dit aujourd'hui que « sur les questions cruciales de l'immigration, de la politique budgétaire, de l'écologie et les investissements, je ne pense pas que les différences [avec l'extrême droite] soient si énormes » ? On assiste donc à un double mouvement qui permet à l'extrême droite de prendre l'hégémonie sur la droite : d'une part la radicalisation d'une partie significative du bloc bourgeois qui cherche là de nouvelles coordonnées pour se stabiliser, et d'autre part la nécessité pour l'extrême droite, désireuse d'accéder au pouvoir, de passer pour ce faire des compromis avec le capital. L'évolution du positionnement d'une grande partie de l'extrême droite envers l'UE et l'OTAN en est la manifestation ; même si les coordonnées de ce compromis peuvent être instables, comme on peut le voir dans les tensions internes à la coalition de la droite et de l'extrême droite italienne entre « Fratelli d'Italia » et la Lega de Salvini.

Enfin, la crise et les défaites de la gauche et du mouvement ouvrier font prospérer l'extrême droite. La gauche italienne ne s'est jamais remise des échecs des gouvernements sociaux-démocrates. Si elle a pu regagner dernièrement une petite représentation parlementaire, les instabilités des coalitions, les rivalités entre petites organisations et entre personnes, et, pour certaines, un projet marqué par le « populisme de gauche », ne lui ont pas permis de sortir de sa crise. Le mouvement social et les syndicats ont porté le mouvement ouvrier italien mais celui-ci demeure pour le moment orphelin d'une représentation politique stabilisée dans la durée. En Suède, l'accentuation de l'orientation centriste du gouvernement social-démocrate a laissé un espace politique non comblé. Le Parti de gauche, membre du groupe The Left au Parlement européen, a reculé lors de ces élections législatives (passant de 8% à 6,75% et de 28 à 24 députés sur 349) en obtenant ses meilleurs résultats en milieu urbain, dans les trois plus grandes villes du pays, Stockholm, Malmö et Göteborg. Il a cependant essayé de mettre en œuvre une stratégie orientée vers la « ceinture de rouille », les anciennes régions industrielles. Il faut donc relever que le Parti de gauche se pose la question du bloc social aux intérêts desquels la gauche doit répondre, à savoir non seulement les couches moyennes urbaines, mais également les classes populaires des anciennes régions industrielles voire des régions rurales. S'il n'en pas récolté les fruits lors de ces élections, il sera intéressant de voir comment un tel redéploiement va pouvoir se concrétiser lors de la période politique qui s'ouvre en Suède. Et ce d'autant plus que des mouvements sont perceptibles au sein des syndicats, historiquement liés à la social-démocratie, mais dont certains milieux manifestent désormais des ouvertures sur sa gauche.

Cela pose l'ampleur des défis pour la gauche européenne, face à l'émergence d'un bloc droitier, afin d'assurer l'émergence d'une perspective majoritaire, sociale et politique, et l'unité de notre camp social et politique, la gauche, sur des bases permettant d'ouvrir des brèches dans la logique capitaliste. Ces défis sont de trois ordres : celui du bloc social sur lequel construire une majorité, celui du contenu politique permettant de rendre crédible une perspective de rupture sociale et démocratique, et celui de l'outil politique à utiliser dans cet objectif et du front unique à construire. Les réponses à ces défis ne sont pas immédiates. Elles demandent une élaboration commune et des vérifications dans le mouvement politique et social concret. Mais elles sont d'un haut niveau. Aussi haut que ne l'est le niveau des futures confrontations sociales et politiques.

Il est minuit moins une. Pas encore minuit. ✪

Vincent Boulet
membre de la commission des Relations internationales